



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 13 ΦΕΒΡΟΥΑΡΙΟΥ 1981

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
38

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

- N. 1130. Περί κυρώσεως τῆς ὑπ' ἀριθ. 23 Διεθνοῦς Συμβάσεως Ἑργασίας «περὶ παλιννοστήσεως τῶν ναυτικῶν». 1

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

128. Περί ἐγκρίσεως Ὁργανισμοῦ Διοικήσεως καὶ Διαχειρίσεως τοῦ Κοινωφελοῦς Ἰδρύματος ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «Κληρ/μα Ἀναστασίου Γ. Λιθιεράτου». 2

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1130

Περί κυρώσεως τῆς ὑπ' ἀριθ. 23 Διεθνοῦς Συμβάσεως Ἑργασίας «περὶ παλιννοστήσεως τῶν ναυτικῶν».

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφιστάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ κατὰ τὴν 9ην Σύνοδον τῆς Διεθνοῦς Συνδιατάξεως Ἑργασίας ἔτους 1926 ψηφισθεῖσα ὑπ' ἀριθ. 23 Διεθνὲς Σύμβασις Ἑργασίας «περὶ παλιννοστήσεως τῶν ναυτικῶν» τῆς ὁποίας τὸ κείμενον εἰς πρωτότυπον εἰς τὴν Γαλλικὴν καὶ Ἀγγλικὴν γλῶσσαν καὶ εἰς μετάφρασιν εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἔχει ὡς ἀκολούθως:

Convention 23.

Convention concernant le rapatriement des marins.

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail, convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 7 juin 1926, en sa neuvième session,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives au rapatriement des marins, question comprise dans le premier point de l'ordre du jour de la session, et après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale, adopte, ce vingt-troisième jour de juin mil neuf cent vingt-six, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur le rapatriement des marins, 1926, à ratifier par les Membres de l'Organisation internationale du Travail conformément aux dispositions de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail :

Article 1.

1. La présente convention s'applique à tous les navires de mer immatriculés dans le pays de l'un des Membres ayant ratifié la présente convention et aux armateurs, capitaines et marins de ces navires.

2. Elle ne s'applique pas :

- a) aux navires de guerre,
- b) aux navires d'Etat n'ayant pas une affectation commerciale,
- c) aux navires affectés au cabotage national,
- d) aux yachts de plaisance,
- e) aux bâtiments compris sous la dénomination de «Indian country craft».
- f) aux bateaux de pêche,
- g) bâtiments d'une jauge brute inférieure à 100 tonneaux ou 300 mètres cubes, et, s'il s'agit de navires affectés au «home trade». d'une jauge inférieure à la limite fixée pour le régime particulier de ces navires par la législation nationale en vigueur au moment de l'adoption de la présente convention.

Article 2.

En vue de l'application de la présente convention, les termes suivants doivent être entendus comme suit :

- a) le terme «navire» comprend tout navire ou bâtiment de quelque nature qu'il soit, de propriété publique ou privée, effectuant habituellement une navigation maritime;
- b) le terme «marin» comprend toute personne employée ou engagée à bord, à quelque titre que ce soit, et figurant au rôle d'équipage, à l'exception des capitaines, des pilotes, des élèves des navires-écoles, des apprentis lorsqu'ils sont liés par un contrat spécial d'apprentissage; il exclut les équipages de la flotte de guerre et les autres personnes au service permanent de l'Etat;
- c) le terme «capitaine» comprend toute personne ayant le commandement et la charge d'un navire, à l'exception des pilotes;
- d) le terme «navires affectés au home trade» s'applique aux navires affectés au commerce entre les ports d'un pays donné et les ports d'un pays voisin dans les limites géographiques fixées par la législation nationale

Article 3.

1. Tout marin débarqué en cours ou en fin de contrat a le droit d'être ramené soit dans son pays, soit à son port d'engagement, soit au port de départ du navire, suivant les prescriptions de la législation nationale qui doit prévoir les dispositions nécessaires à cet effet,

et notamment déterminer à qui incombe la charge du rapatriement.

2. Le rapatriement est considéré comme assuré lorsqu'il est procuré au marin un emploi convenable à bord d'un navire se rendant à l'une des destinations déterminées en vertu du paragraphe précédent.

3. Est considéré comme rapatrié le marin qui est débarqué soit dans son propre pays, soit dans son port d'engagement ou dans un port voisin, soit dans le port de départ du navire.

4. La législation nationale, ou, à défaut de dispositions législatives, le contrat d'engagement, déterminera les conditions dans lesquelles à droit à être rapatrié le marin étranger embarqué dans un pays autre que le sien. Les dispositions des paragraphes précédents restent néanmoins applicables au marin embarqué dans son propre pays.

Article 4.

Les frais de rapatriement ne peuvent être mis à la charge du marin s'il a été délaissé en raison :

- a) d'un accident survenu au service du navire;
- b) d'un naufrage;
- c) d'une maladie qui n'est due ni à son fait volontaire ni à une faute de sa part;
- d) de congédiement pour toutes causes qui ne lui sont pas imputables.

Article 5.

1. Les frais de rapatriement doivent comprendre toutes dépenses relatives au transport, au logement et à la nourriture du marin pendant le voyage. Ils comprennent également les frais d'entretien du marin jusqu'au moment fixé pour son départ.

2. Lorsque le marin est rapatrié comme membre d'un équipage, il a droit à la rémunération des services accomplis pendant le voyage.

Article 6.

L'autorité publique du pays dans lequel le navire est immatriculé est tenue de veiller au rapatriement de tous les marins dans les cas où la présente convention leur est applicable, sans distinction de nationalité; s'il est nécessaire, elle fera l'avance des frais de rapatriement.

Article 7.

Les ratifications officielles de la présente convention dans les conditions établies par la Constitution de l'Organisation du Travail seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Article 8.

1. La présente convention entrera en vigueur dès que les ratifications de deux Membres de l'Organisation internationale du Travail auront été enregistrées par le Directeur général.

2. Elle ne liera que les Membres dont la ratification aura été enregistrée au Bureau international du Travail.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre à la date où sa ratification aura été enregistrée au Bureau international du Travail.

Article 9

Aussitôt que les ratifications de deux Membres de l'Organisation internationale du Travail auront été enregistrées au Bureau international du Travail, le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera ce fait à tous les Membres de l'Organisation

internationale du Travail. Il leur notifiera également l'enregistrement des ratifications qui lui seront ultérieurement communiquées par tous autres Membres de l'Organisation.

Article 10

Sous réserve des dispositions de l'article 8, tout Membre qui ratifie la présente convention s'engage à appliquer les dispositions des articles 1, 2, 3, 4, 5 et 6 au plus tard le 1^{er} janvier 1928, et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

Article 11

Tout Membre de l'Organisation internationale du Travail qui ratifie la présente convention s'engage à l'appliquer à ses colonies, possessions ou protectorats, conformément aux dispositions de l'article 35 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail.

Article 12

Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer, à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Bureau international du Travail.

Article 13

Le Conseil d'administration du Bureau international du Travail devra, au moins une fois tous les dix ans, présenter à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de la révision ou de la modification de ladite convention.

Article 14

Les textes français et anglais de la présente convention feront foi l'un et l'autre.

CONVENTION No 23

Convention concerning the Repatriation of Seamen
The General Conference of the International Labour Organisation.

The General Conference of the International Labour Organisation.

Having been convened at Geneva by the Governing Body of the International Labour Office, and having met in its Ninth Session on 7 June 1926, and

Having decided upon the adoption of certain proposals with regard to the repatriation of seamen, which is included in the first item of the agenda of the Session, and

Having determined that these proposals take the form of an international Convention, adopts this twenty-third day of June of the year one thousand nine hundred and twenty-six the following Convention, which may be cited as the Repatriation of Seamen Convention, 1926, for ratification by the Members of the International Labour Organisation in accordance with the provisions of the Constitution of the International Labour Organisation :

Article 1

1. This Convention shall apply to all sea-going vessels registered in the country of any Member ratifying this Convention, and to the owners, masters and seamen of such vessels.

2. It shall not apply to—

- (a) ships of war,
- (b) Government vessels not engaged in trade,
- (c) vessels engaged in the coasting trade,
- (d) pleasure yachts,
- (e) Indian country craft,
- (f) fishing vessels,
- (g) vessels of less than 100 tons gross registered tonnage or 300 cubic metres, nor to vessels engaged in the home trade below the tonnage limit prescribed by national law for the special regulation of this trade at the date of the passing of this Convention.

Article 2

For the purpose of this Convention the following expressions have the meanings hereby assigned to them, viz :

(a) the term «vessel» includes any ship or boat of any nature whatsoever, whether publicly or privately owned, ordinarily engaged in maritime navigation;

(b) the term «seaman» includes every person employed or engaged in any capacity on board any vessel and entered on the ship's articles. It excludes masters, pilots, cadets and pupils on training ships and duly indentured apprentices, naval ratings, and other persons in the permanent service of a Government;

(c) the term «master» includes every person having command and charge of a vessel except pilots;

(d) the term «home trade vessel» means a vessel engaged in trade between a country and the ports of a neighbouring country within geographical limits determined by the national law.

Article 3

1. Any seaman who is landed during the term of his engagement or on its expiration shall be entitled to be taken back to his own country, or to the port at which he was engaged, or to the port at which the voyage commenced, as shall be determined by national law, which shall contain the provisions necessary for dealing with the matter, including provisions to determine who shall bear the charge of repatriation.

2. A seaman shall be deemed to have been duly repatriated if he has been provided with suitable employment on board a vessel proceeding to one of the destinations prescribed in accordance with the foregoing paragraph.

3. A seaman shall be deemed to have been repatriated if he is landed in the country to which he belongs, or at the place at which he was engaged, or at a neighbouring port, or at the port at which the voyage commenced.

4. The conditions under which a foreign seaman engaged in a country other than his own has the right to be repatriated shall be as provided by national law or, in the absence of such legal provisions, in the articles of agreement. The provisions of the preceding paragraphs shall, however, apply to a seaman engaged in a port of his own country.

Article 4

The expenses of repatriation shall not be a charge on the seaman if he has been left behind by reason of :

- (a) injury sustained in the service of the vessel, or
- (b) shipwreck, or
- (c) illness not due to his own wilful act or default, or
- (d) discharge for any cause for which he cannot be held responsible.

Article 5

1. The expenses of repatriation shall include the transportation charges, the accommodation /and the food of the seaman during the journey. They shall also include the maintenance of the seaman up to the time fixed for his departure.

2. When a seaman is repatriated as member of a crew, he shall be entitled to remuneration for work done during the voyage.

Article 6

The public authority of the country in which the vessel is registered shall be responsible for supervising the repatriation of any member of the crew in cases where this Convention applies, whatever may be his nationality, and where necessary for giving him his expenses in advance.

Article 7

The formal ratifications of this Convention, under the conditions set forth in the Constitution of the International Labour Organisation, shall be communicated to the Director-General of the International Labour Office for registration.

Article 8

1. This Convention shall come into force at the date on which the ratifications of two Members of the International Labour Organisation have been registered by the Director-General.

2. It shall be binding only upon those Members whose ratifications have been registered with the International Labour Office.

3. Thereafter, the Convention shall come into force for any Member at the date on which its ratification has been registered with the International Labour Office.

Article 9

As soon as the ratifications of two Members of the International Labour Organisation have been registered with the International Labour Office, the Director-General of the International Labour Office shall so notify all the Members of the International Labour Organisation. He shall Likewise notify them of the registration of ratifications which may be communicated subsequently by other Members of the Organisation.

Article 10.

Subject to the provisions of Article 8, each Member which ratifies this Convention agrees to bring the provisions of Articles 1,2,3,4,5 and 6 into operation not later than 1 January 1928, and to take such action as may be necessary to make these provisions effective.

Article 11

Each Member of the International Labour Organisation which ratifies this Convention engages to apply it to its colonies, possessions and protectorates, in accordance with the provisions of article 35 of the Constitution of the International Labour Organisation.

Article 12

A Member which has ratified this Convention may denounce it after the expiration of ten years from the date on which the Convention first comes into force, by an act communicated to the Director-General of the International Labour Office for registration. Such denunciation shall not take effect until one year after the date on which it is registered with the International Labour Office.

Article 13

At such times as it may consider necessary the Governing Body of the International Labour Office shall present to the General Conference a report on the working of this Convention and shall examine the desirability of placing on the agenda of the Conference the question of its revision in whole or in part.

Article 14

The French and English texts of this Convention shall both be authentic.

ΣΥΜΒΑΣΙΣ 23

ΠΕΡΙ ΠΑΛΙΝΝΟΣΤΗΣΕΩΣ ΤΩΝ ΝΑΥΤΙΚΩΝ

Ἡ Γενική Συνδιάσκεψις τῆς Διεθνούς Ὑργάνωσεως Ἑργασίας, Συγκληθεῖσα ἐν Γενεύῃ ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Διεθνούς Γραφείου Ἑργασίας καὶ συνελευθεύσα τὴν 7ην Ἰουνίου 1926 εἰς τὴν 9ην Σύνοδον αὐτῆς

Ἀφ'οὗ ἀπεφάσισε τὴν ἀποδοχὴν διαφόρων προτάσεων σχετικῶν πρὸς τὴν παλιννόστησιν τῶν ναυτικῶν, ζήτημα περιλαμβανόμενον εἰς τὸ πρῶτον θέμα τῆς ἡμερησίας διατάξεως τῆς συνόδου, καὶ

Ἀφ'οὗ ἀπεφάσισε ὅτι αἱ προτάσεις αὗται δεόν νὰ λάβουν τὸν τύπον διεθνούς Συμβάσεως,

Ἀποδέχεται σήμερον 23ην Ἰουνίου 1926 τὴν ὡς ἔπεται Σύμβασιν πρὸς ἐπικύρωσιν ὑπὲρ τῶν Μελῶν τῆς Διεθνούς Ὑργάνωσεως Ἑργασίας συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῆς Διεθνούς Ὑργάνωσεως Ἑργασίας ἥτις θὰ ἀποκαλῆται Σύμβασις περὶ παλιννόστησεως τῶν ναυτικῶν.

Ἄρθρον 1.

1. Ἡ παρούσα Σύμβασις ἔχει ἐφαρμογὴν εἰς πάντα τὰ θαλασσοπολοῦντα πλοῖα τὰ νηολογημένα ἐν τῇ χώρᾳ ἑνὸς ἐκ τῶν ἐπικυρωσάντων τὴν παρούσαν Σύμβασιν Μελῶν ὡς καὶ εἰς τοὺς ἐφοπλιστάς, πλοιάρχους καὶ ναυτικούς τῶν πλοίων αὐτῶν.

2. Δὲν ἔχει ἐφαρμογὴν :

- α) εἰς τὰ πολεμικὰ πλοῖα,
- β) εἰς τὰ Κρατικὰ πλοῖα τὰ μὴ ἔχοντα ἐμπορικὸν προορισμόν,
- γ) εἰς τὰ προωρισμένα δι' ἀκτοπλοῖαν πλοῖα,
- δ) εἰς τὰς θαλαμηγοὺς ἀναψυχῆς,
- ε) εἰς τὰ σκάφη «INDIAN COUNTRY CRAFT»,
- στ) εἰς τὰ ἀλιευτικὰ σκάφη,
- ζ) εἰς τὰ σκάφη δλικῆς χωρητικότητος κατωτέρας τῶν 100 κόνων ἢ 300 κυβικῶν μέτρων καὶ ἐφ' ὅσον πρόκειται περὶ πλοίων προωρισμένων διὰ τὴν παράκτιον ναυσιπλοῖαν, χωρητικότητος κατωτέρας τοῦ ὀριζομένου ὅριου διὰ τὸ ἰδιαιτέρον καθεστὼς τῶν πλοίων τούτων, ὑπὸ τῆς ἐν ἰσχύϊ ἐθνικῆς νομοθεσίας, κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἀποδοχῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 2.

Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως οἱ κάτωθι ὅροι νοοῦνται ὡς ἑξῆς :

α) ὁ ὅρος «πλοῖον» σημαίνει πᾶν πλοῖον ἢ σκάφος οἰασθῆποτε φύσεως, δημόσιον ἢ ἰδιωτικόν, ἐκτελοῦν συνήθως θαλασσίαν ναυσιπλοῖαν,

β) ὁ ὅρος «ναυτικὸς» περιλαμβάνει πᾶν πρόσωπον ἀπασχολούμενον ἢ προσλαμβανόμενον ἐπὶ τοῦ πλοίου, ὑφ' οἵανδήποτε ἰδιότητα καὶ ἐγγεγραμμένον ἐν τῷ ναυτολογίῳ, ἐξαιρουμένων τῶν πλοιάρχων, πλοηγῶν, δοκίμων ἐκπαιδευτικῶν πλοίων καὶ μαθητευομένων, δσάκις συνδέονται δι' εἰδικῆς συμβάσεως μαθητείας, πληρωμάτων τοῦ πολεμικοῦ ναυτικοῦ, ὡς καὶ προσώπων τελούντων εἰς τὴν διαρκῆ ὑπηρεσίαν τοῦ Κράτους,

γ) ὁ ὅρος «πλοίαρχος» περιλαμβάνει πᾶν πρόσωπον ἔχον τὴν διοίκησιν καὶ τὴν φροντίδα πλοίου, ἐξαιρουμένων τῶν πλοηγῶν,

δ) ὁ ὅρος «πλοῖον παρακτίου ναυσιπλοῦτος» σημαίνει πλοῖον προωρισμένον διὰ τὸ ἐμπόριον μεταξὺ μιᾶς χώρας καὶ τῶν λιμένων γειτονικῆς τοιαύτης ἐντὸς τῶν, ὑπὸ τῆς ἐθνικῆς νομοθεσίας, καθοριζομένων γεωγραφικῶν ὁρίων.

Ἄρθρον 3.

1. Πᾶς ναυτικός ἀποβιβάζομενος κατὰ τὴν διάρκειαν ἢ τὴν λήξιν τῆς συμβάσεως ναυτολογήσεώς του δικαιούται εἰς ἐπιστροφὴν εἴτε εἰς τὴν χώραν του, εἴτε εἰς τὸν λιμένα προσλήψεως, εἴτε εἰς τὸν λιμένα ἐνάρξεως τοῦ πλοῦ, κατὰ τὰ ὑπὸ τῆς ἐθνικῆς νομοθεσίας ὀριζόμενα, ἥτις δέον νὰ προβλέπη τὰς πρὸς τοῦτο ἀναγκαίας διατάξεις καὶ ἰδίᾳ νὰ καθορίζη ποῖος θὰ ἐπιβαρύνεται μὲ τὰ ἐξοδα παλιννοστήσεως.

2. Ἡ παλιννόστησις θεωρεῖται ἐξασφαλισθεῖσα ὡσάκις εἰς τὸν ναυτικὸν παρέχεται κατάλληλος ἀπασχόλησις ἐπὶ πλοίου κατευθυνομένου εἰς ἓνα τῶν ἐν τῇ προηγουμένῃ παραγράφῳ ὀριζομένων λιμένων.

3. Ὁ ναυτικός θεωρεῖται παλιννοστηθεὶς ἐὰν ἔχει ἀποβιβασθῇ εἴτε εἰς τὴν χώραν του, εἴτε εἰς τὸν λιμένα προσλήψεως εἴτε εἰς γειτονικὸν λιμένα, εἴτε εἰς τὸν λιμένα ἐνάρξεως τοῦ πλοῦ.

4. Ἡ ἐθνικὴ νομοθεσία, ἣ ἐν ἐλείψει νομοθετικῶν διατάξεων ἢ συμβάσεως ναυτολογήσεως, δέον νὰ καθορίζη τοὺς ὁρους ἐφ' οὓς δικαιούται εἰς παλιννόστησιν ὁ ἀλλοδαπὸς ναυτικός, ὁ ἐπιβιβασθεὶς εἰς χώραν διάφορον τῆς ἰδικῆς του. Αἱ διατάξεις τῶν προηγουμένων παραγράφων ἔχουν ὡπωσδήποτε ἐφαρμογὴν ἐπὶ τοῦ ναυτικοῦ τοῦ ἐπιβιβασθέντος εἰς λιμένα τῆς χώρας του.

Ἄρθρον 4.

Τὰ ἐξοδα παλιννοστήσεως δὲν δύνανται νὰ ἐπιβαρύνουν τὸν ναυτικὸν ἐφ' ὅσον ἀπελύθη λόγῳ :

α) τραυματισμοῦ ἐπισυμβάντος κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς ἐπὶ τοῦ πλοίου ὑπηρεσίας του,

β) ναυαγίου,

γ) ἀσθενείας μὴ ὀφειλομένης εἰς ἐκουσίαν πρᾶξιν του ἢ ἰδιον πταῖσμα,

δ) ἀπολύσεως δι' οἰανδήποτε αἰτίαν, ἥτις δὲν δύναται νὰ καταλογισθῇ εἰς αὐτόν.

Ἄρθρον 5.

1. Τὰ ἐξοδα παλιννοστήσεως δέον νὰ περιλαμβάνουν πᾶσαν δαπάνην μεταφορᾶς, στεγάσεως καὶ διατροφῆς τοῦ ναυτικοῦ κατὰ τὸ ταξιδίδιον προσέτι δὲ τὰ ἐξοδα συντηρήσεως αὐτοῦ μέχρι τοῦ καθορισθέντος διὰ τὴν ἀναχώρησιν του χρόνου.

2. Ὅσάκις ὁ ἐργάτης θαλάσσης παλιννοστεῖται ὡς μέλος πληρώματος, δικαιούται τῆς ἀμοιβῆς διὰ τὰς ὑπηρεσίας του, διαρκούντος τοῦ ταξιδιῦ.

Ἄρθρον 6.

Ἡ δημοσία Ἀρχὴ τῆς Χώρας ἐν ἣ τὸ πλοῖον εἶναι νηολογούμενον ἔχει τὴν εὐθύνην ἐποπτείας τῆς παλιννοστήσεως πάντων τῶν ναυτικῶν ἀδιακρίτως ἐθνικότητος, εἰς ἃς περιπτώσεις ἢ παρούσα σύμβασις ἔχει ἐφαρμογὴν, προκαταβάλλει δέ, ἂν παρίσταται ἀνάγκη, τὰ ἐξοδα τῆς παλιννοστήσεως.

Ἄρθρον 7.

Αἱ ἐπίσημοι ἐπικυρώσεις τῆς παρούσης συμβάσεως κατὰ τὰ ὀριζόμενα ὑπὸ τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῆς Διεθνούς

Ὁργανώσεως τῆς Ἑργασίας, ἀνακοινοῦνται πρὸς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τοῦ Διεθνούς Γραφείου Ἑργασίας παρ' οὗ καὶ καταχωρίζονται.

Ἄρθρον 8.

1. Ἡ παρούσα σύμβασις ἄρχεται ἰσχύουσα εὐθὺς ὡς καταχωρισθῇ ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ αἱ ἐπικυρώσεις 2 Μελῶν τῆς Διεθνούς Ὁργανώσεως Ἑργασίας.

2. Αὕτη δεσμεύει μόνον τὰ Μέλη ὧν ἡ ἐπικύρωσις κατεχωρίσθη εἰς τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον Ἑργασίας.

3. Ἀκολουθῶς, ἡ σύμβασις αὕτη ἄρχεται ἰσχύουσα δι' ἕκαστον Μέλος ἀφ' ἧς ἡ ἐπικύρωσις αὐτῆς καταχωρίσθη εἰς τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον Ἑργασίας.

Ἄρθρον 9.

Εὐθὺς ὡς καταχωρισθῇ εἰς τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον Ἑργασίας, αἱ ἐπικυρώσεις 2 Μελῶν τῆς Διεθνούς Ὁργανώσεως Ἑργασίας, ὁ Γεν. Διευθυντὴς τοῦ Διεθνούς Γραφείου Ἑργασίας γνωστοποιεῖ τοῦτο εἰς ἅπαντα τὰ Μέλη τῆς Διεθνούς Ὁργανώσεως Ἑργασίας. Γνωστοποιεῖ ὡσαύτως πρὸς αὐτὰ τὴν καταχώρισιν τῶν ἐπικυρώσεων, αἵτινες ἀνακοινοῦνται πρὸς αὐτὸν μεταγενεστέρως ὑπὸ πάντων τῶν λοιπῶν Μελῶν τῆς Ὁργανώσεως.

Ἄρθρον 10.

Ἐπιφυλασσομένων τῶν διατάξεων τοῦ ἁρθροῦ 8, πᾶν Μέλος ἐπικυροῦν τὴν παρούσαν σύμβασιν ὑποχρεοῦται ὡπως ἐφαρμόσῃ τὰς διατάξεις τῶν ἁρθρῶν 1, 2, 3, 4, 5 καὶ 6 μέχρι τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1928 τὸ βραδύτερον καὶ λάβῃ τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν τελεσφόρουν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τούτων.

Ἄρθρον 11.

Πᾶν Μέλος τῆς Διεθνούς Ὁργανώσεως Ἑργασίας ἐπικυροῦν τὴν παρούσαν Σύμβασιν ὑποχρεοῦται ὡπως ἐφαρμόσῃ αὐτὴν εἰς τὰς ἀποικίας, τὰς κτήσεις ἢ τὰ προτεκτοράτα αὐτοῦ, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἁρθροῦ 35 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῆς Διεθνούς Ὁργανώσεως Ἑργασίας.

Ἄρθρον 12.

Πᾶν Μέλος ἐπικυροῦν τὴν παρούσαν σύμβασιν δύναται νὰ καταγγεῖλῃ αὐτὴν μετὰ πάροδον δεκαετίας ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος αὐτῆς, διὰ πράξεως ἀνακοινουμένης πρὸς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τοῦ Διεθνούς Γραφείου Ἑργασίας καὶ ὑπ' αὐτοῦ καταχωριζομένης. Ἡ καταγγελία ἔχει ἀποτελέσματα μετὰ πάροδον ἑτοῦς ἀφ' ἧς καταχωρίσθη εἰς τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον Ἑργασίας.

Ἄρθρον 13.

Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον τοῦ Διεθνούς Γραφείου Ἑργασίας δέον ὥπως τοῦλάχιστον ἀνὰ πᾶσαν δεκαετίαν ὑποβάλλῃ εἰς τὴν Γενικὴν Συνδιάσκεψιν ἐκθεσιν ἐπὶ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης συμβάσεως καὶ ἀποφασίζῃ ἂν συντρέχῃ περίπτωσις ἀναγραφῆς εἰς τὴν ἡμερησίαν διάταξιν τῆς Συνδιασκέψεως θέματος ἀναθεωρήσεως ἢ τροποποιήσεως τῆς εἰρημένης συμβάσεως.

Ἄρθρον 14.

Τὸ γαλλικὸν καὶ ἀγγλικὸν κείμενον τῆς παρούσης συμβάσεως εἶναι ἐξ ἴσου αὐθεντικά.

Ἀρτίον Δεύτερον

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος νόμου ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσ = εὔσεως του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ο παρών νόμος ψηφισθείς υπό της Βουλής και παρ' ἡμῶν σήμερον κυρωθείς. Δημοσιεύητω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως και ἐκτελεσθῇτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Φεβρουαρίου 1981

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΕΜΠΟΡΙΚΗΣ ΝΑΥΤΙΛΙΑΣ

ΚΩΝΣΤ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ

ΙΩΑΝΝΗΣ ΦΙΚΙΩΡΗΣ

Ἐδωροῦνται καὶ ἐιδῆθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 11 Φεβρουαρίου 1981

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 128

(2)

Περὶ ἐγκρίσεως Ὁργανισμοῦ Διοικήσεως καὶ Διαχειρίσεως τοῦ Κοινοφελοῦς Ἰδρύματος ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «Κληρ/μα Ἀναστασίου Γ. Λιβιεράτου».

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ἐχοντες ὑπ' ὄψει :

1. Τὰς διατάξεις : α) τῶν ἀπὸ 14.2.1911 διαθήκης καὶ κωδικέλλου τοῦ Ἀναστασίου Γ. Λιβιεράτου ἀποβιώσαντος ἐν ἔτει 1919, β) τῶν ἀρθρῶν 108 ἕως 110 τοῦ Α.Κ. καὶ 95 καὶ 93 τοῦ Α.Ν. 2039/39.

2. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 27/23.6.1980 πρᾶξιν τῆς Διαχειριστικῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἰδρύματος «Κληρ/μα Ἀναστασίου Γ. Λιβιεράτου».

3. Τὴν ὑπ' ἀριθ. Δ.2552/66/20.5.1980 ἀπόφασιν τοῦ Πρωθυπουργοῦ καὶ τοῦ Ὑπουργοῦ Οἰκονομικῶν, περὶ ἀναθέσεως ἀρμοδιοτήτων στοὺς Ὑφυπουργοὺς Οἰκονομικῶν.

4. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 38/10.11.1980 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου Ἐθνικῶν Κληροδοτημάτων, προτάσει τοῦ Ὑπουργοῦ Ἐθνικῆς Παιδείας καὶ Ὁρησκευμάτων καὶ τοῦ Ὑφυπουργοῦ Οἰκονομικῶν, ἀποφασίζομεν :

Ἐγκρίνομεν τόν, ἐξ ἀρθρῶν δέκα τριῶν (13), ὁργανισμόν Διοικήσεως καὶ Διαχειρίσεως τοῦ κοινοφελοῦς ἰδρύματος, ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «Κληρ/μα Ἀναστασίου Γ. Λιβιεράτου», διὰ τοῦ ὁποῦ ρυθμίζονται τὰ θέματα τῆς διοικήσεως καὶ διαχειρίσεως αὐτοῦ.

Εἰς τὸν Ὑπουργὸν Ἐθνικῆς Παιδείας καὶ Ὁρησκευμάτων καὶ τὸν Ὑφυπουργὸν Οἰκονομικῶν ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 4 Φεβρουαρίου 1981

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΘΝ. ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ

ΥΦΥΠΟΥΡΓΟΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

ΑΘΑΝΑΣΙΟΣ ΤΑΛΙΑΔΟΥΡΟΣ

ΠΑΝΑΓΙΩΤΗΣ ΜΠΟΚΟΒΟΣ

ΟΡΓΑΝΙΣΜΟΣ

Διοικήσεως καὶ διαχειρίσεως τοῦ κοινοφελοῦς ἰδρύματος ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «Κληροδοτήμα Ἀναστασίου Γ. Λιβιεράτου».

Ἄρθρον 1.

Μορφή - Ἐπωνυμία - Ἔδρα - Σφραγίς.

1. Τό, διὰ τῶν ἀπὸ 14.2.1911 συστατικῶν πράξεων (διαθήκης καὶ κωδικέλλου) τοῦ Ἀναστασίου Γερ. Λιβιεράτου, ἀποβιώσαντος ἐν ἔτει 1919, συσταθὲν κοινοφελὲς

Ἰδρυμα, ἀποτελεῖ νομικὸν πρόσωπον ἰδιωτικοῦ δικαίου ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «Κληρ/μα Ἀναστασίου Γ. Λιβιεράτου» διεπόμενον ὑπὸ τῶν διατάξεων τῶν εἰρημένων συστατικῶν πράξεων, τοῦ Α.Ν. 2039/39, ὡς οὗτος ἐκάστοτε ἰσχύει, τῶν εἰς ἐκτέλεσιν αὐτοῦ ἐκδοθέντων καὶ ἐκδοθησομένων Διαταγμάτων καὶ τοῦ παρόντος Ὁργανισμοῦ.

2. Ἔδρα τοῦ ἰδρύματος ὀρίζεται ἡ πόλις τοῦ Ἀργοστολίου.

3. Τὸ Ἰδρυμα ἔχει σφραγίδα κυκλικήν, φέρουσαν ἐν τῷ ἐξωτερικῷ κύκλῳ ἄνωθεν μὲν τὰς λέξεις «ΚΛΗΡ/ΜΑ ΑΝΑΣΤΑΣΙΟΥ Γ. ΛΙΒΙΕΡΑΤΟΥ», κάτωθεν δὲ τὴν λέξιν «ΑΡΓΟΣΤΟΛΙΟΝ».

Πάντα τὰ ἔγγραφα τοῦ ἰδρύματος φέρουσιν ἐν ἐπικεφαλίδι τὴν ἐπιγραφὴν «ΚΛΗΡ/ΜΑ ΑΝΑΣΤΑΣΙΟΥ Γ. ΛΙΒΙΕΡΑΤΟΥ».

Ἄρθρον 2.

Σκοπός.

Σκοπὸς τοῦ ἰδρύματος εἶναι : α) ἡ συντήρησις καὶ ἡ βελτίωσις, ὡσάκις παρίσταται ἀνάγκη, τῶν κτισμάτων καὶ ἐν γένει τοῦ ὅλου ἀκινήτου τοῦ ὁποῖον κεῖται εἰς τὸ χωρίον Ἀγία Θέκλα Κεφαλληνίας καὶ τὸ ὁποῖον λειτουργεῖ ὡς διδασκῆριον, ἐντὸς τοῦ ὁποῦ στεγάζεται σήμερον τὸ Δημόσιον Γυμνάσιον Ἀγίας Θέκλας, β) ὁ ἐξοπλισμὸς τοῦ Γυμνασίου τούτου, διὰ παντὸς κινήτου (ὄργανα, ἐπιπλα κλπ.), καθ' ὃ μέτρον τοῦτο δὲν γίνεται ἀπὸ τὸ Δημόσιον, γ) ἡ πρόσληψις προσθέτου ἐκπαιδευτικοῦ καὶ ὑπηρετικοῦ προσωπικοῦ, πρὸς κάλυψιν τυχόν ἀναγκῶν μὴ καλυπτομένων ὑπὸ τοῦ Δημοσίου, δ) ἡ κατὰ τὴν κρίσιν τῆς Διαχ/κῆς Ἐπιτροπῆς, οἰκονομικῇ ἐνίσχυσις μαθητῶν, οἱ ὅποιοι διεκρίθησαν καὶ ἀρίστευσαν εἰς τὴν τελευταίαν τάξιν τῶν Δημοτικῶν Σχολείων τῆς Κοινότητος Ἀγ. Θέκλας καὶ εἰς τὴν τελευταίαν τάξιν τῶν Λυκείων τῆς νήσου Κεφαλληνίας ὑπὸ μορφήν ὑποτροφίᾶν, πρὸς συνέχισιν τῶν κανονικῶν σπουδῶν τῶν ἀπὸ τὸ Δημοτικὸν εἰς τὸ Γυμνάσιον Ἀγίας Θέκλας καὶ ἐν συνεχείᾳ εἰς τὸ Λύκειον Ἀγίας Θέκλας καὶ εἰς περίπτωσιν μὴ ὑπάρξεως Λυκείου Ἀγίας Θέκλας, εἰς οἰονδήποτε Λύκειον τῆς νήσου Κεφαλληνίας καὶ ἀπὸ τὸ Λύκειον εἰς τὰς Ἀνωτέρας καὶ Ἀνωτάτας Σχολὰς τῆς χώρας.

Ἄρθρον 3.

Περιουσία - Πόροι.

1. Περιουσία τοῦ ἰδρύματος εἶναι τὰ ὑπὸ τοῦ ἰδρυτοῦ καταλειφθέντα ἀκίνητα, ὡς ἐν τῷ μεταξὺ ἔχουσιν ἀξιοποιηθεῖ, ἤτοι :

α) Τὰ καταστήματα καὶ γραφεῖα πολυορόφου οἰκοδομῆς κειμένης εἰς τὴν Ἀθήνα καὶ ἐπὶ τῶν ὁδῶν Σταδίου 43 καὶ Γ. Σταύρου 2, καὶ συγκεκριμένα τὰ ὑπ' ἀριθ. 5 καὶ 6 καταστήματα εἰς τὸ ἰσόγειον μετὰ τῶν ἀντιστοιχῶν ὑπογείων καὶ 27 γραφεῖα καὶ συγκροτήματα γραφείων εἰς τοὺς ἀνωγείους ὁρόφους μὲ συνολικὸν ἀριθμὸν δωματίων 35 καὶ ποσοστὸν συγκυριότητος ἐπὶ τοῦ οἰκοπέδου καὶ λοιπῶν κοινοκτήτων ἐκ 295/ο/οο, ὡς λεπτομερῶς περιγράφονται εἰς τὴν ὑπ' ἀριθ. 15758/19.8.1959 πρᾶξιν τοῦ συμ/φου Ἀθηνῶν Γεωργίου Κωστοπούλου.

β) Οἰκοπεδικὴ ἔκτασις, κειμένη εἰς τὸ χωρίον Ἀγ. Θέκλα μετὰ τῶν ἐπ' αὐτῆς κτισμάτων, ἐνθα σήμερον στεγάζεται τὸ Δημόσιον Γυμνάσιον Ἀγ. Θέκλας, ὡς αὕτη ἔχει διαμορφωθεῖ κατόπιν συνενώσεως τῆς μετὰ τῆς ὁμοῦ πρὸς αὐτὴν οἰκοπεδικῆς ἐκτάσεως, ἐμβαδοῦ 391 τ.μ., ἀπαλλοτριωθείσης, ἐπὶ τῷ τέλει ἐπεκτάσεως τοῦ διδασκῆριου, δυνάμει τοῦ ἀπὸ 27 Ἰανουαρίου 1936 Β.Δ/τος (ΦΕΚ 125/1936 τ.Α'), ἐν συνδυασμῷ καὶ πρὸς τὴν ὑπ' ἀριθ. 7568/18.1.1963 ἐξοφλητικὴν πρᾶξιν τοῦ Συμ/φου Ἀθηνῶν Μιχ. Ε. Βασιλείου. Ἡ ἀνωτέρω ἀκίνητος περιουσία (α' καὶ β') τελεῖ ὑπὸ τὸν ὅρον τοῦ ἀναπαλλοτριώτου.

γ) Πᾶσα ἐν τῷ μέλλοντι, τυχόν, κτηθησομένη ὑπὸ τοῦ ἰδρύματος περιουσία εἰς ἀκίνητα ἢ κινήτα (μετοχάς, χρεώγραφα κλπ.) εἴτε δι' ἀγορᾶς παρὰ τοῦ ἰδρύματος, εἴτε διὰ κληρονομιῶν, κληροδοσιῶν, δωρεῶν καὶ ἐν γένει, χαριστικῇ αἰτίᾳ, παροχῶν τρίτων.

2. Πόροι του ιδρύματος είναι τὰ ἔσοδα ἐκ τῆς ὥς ἂν περιουσίας αὐτοῦ καὶ ἰδίᾳ τὰ μισθώματα ἐκ τῆς ἐν Ἀθῆναις ἀκινήτου περιουσίας καὶ οἱ τόκοι τῶν ἐκ τῶν ἐσόδων τούτων τραπεζικῶν καταθέσεων κλπ.

Ἄρθρον 4.

Διοίκησις.

1. Τὸ Ἴδρυμα διοικεῖται ὑπὸ πενταμελοῦς Διαχ/κῆς Ἐπιτροπῆς ἀποτελουμένης ἐκ τῶν ἐκάστοτε : α) Μητροπολίτου Κεφαλληνίας, ὡς Προέδρου, β) Νομάρχου Κεφαλληνίας, ὡς ἀντιπροέδρου, γ) Εἰσαγγελέως Πρωτοδικῶν Κεφαλληνίας, δ) Διευθυντοῦ τοῦ ἐν Ἀγ. Θέκλας Κεφαλληνίας Λυκείου καὶ εἰς περίπτωσιν μὴ ὑπάρξεως Λυκείου Ἀγίας Θέκλας, τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Γυμνασίου Ἀγ. Θέκλας καὶ ε) ἐξ ἑνὸς συγγενοῦς τοῦ διαθέτου, κατὰ προτίμησιν τοῦ ἐγγυτέρου, ἐκλεγομένου ἐκ τῶν λοιπῶν μελῶν τῆς ἐπιτροπῆς, ὡς μελῶν.

2. Ἐν περιπτώσει ἀπουσίας ἢ κωλύματος ἑνὸς ἐκ τῶν τεσσάρων πρώτων μελῶν, τοῦτο ἀναπληροῦται ὑπὸ τοῦ νομίμου ἀναπληρωτοῦ του.

3. Ἐὰν ἐξ οἰουδήποτε λόγου ἤθελε τεθῇ θέμα ἀντικαταστάσεως μέλους τινὸς τῆς Διαχ/κῆς Ἐπιτροπῆς, ἐφαρμόζονται τὰ ὑπὸ τῆς συστατικῆς πράξεως προβλεπόμενα ἐν συνδυασμῷ πρὸς τὰ ὀριζόμενα ὑπὸ τῆς διατάξεως τῆς παρ. 4 τοῦ ἁρθροῦ 99 τοῦ Α.Ν. 2039/39.

4. Τὰ μέλη τῆς Διαχ/κῆς Ἐπιτροπῆς παρέχουν τὰς ὑπηρεσίας των ἀμισθί.

Ἄρθρον 5.

Τρόπος λειτουργίας τῆς Διαχ/κῆς Ἐπιτροπῆς.

1. Ἡ Διαχειριστικὴ Ἐπιτροπὴ εὐρίσκεται ἐν ἀπαρτίᾳ παρόντων τριῶν (3) τοῦλάχιστον ἐκ τῶν μελῶν αὐτῆς καὶ αἱ ἀποφάσεις τῆς λαμβάνονται κατὰ πλειοψηφίαν τῶν παρόντων. Ἐν περιπτώσει ἰσοψηφίας ὑπερισχεῖ ἡ ψῆφος τοῦ Προέδρου.

2. Διὰ τὴν σύγκλησιν τῆς Διαχ/κῆς Ἐπιτροπῆς καὶ εἰδικῶς ὅσον ἀφορᾷ τὰ μέλη αὐτῆς, τὰ προσωρινῶς διαμένοντα ἢ κατοικοῦντα ἐκτὸς τῆς ἑδρας τοῦ ιδρύματος, ἐπιβάλλεται ἡ ἔγκαιρος πρόσκλησις αὐτῶν δι' ἐγγράφου προσκλήσεως ἢ τηλεγραφήματος.

3. Τῶν συνεδριάσεων τῆς Διαχ/κῆς Ἐπιτροπῆς τηροῦνται πρακτικά, εἰς ἃ καταχωροῦνται πᾶσαι αἱ κατ' αὐτὰς λαμβανόμεναι ἀποφάσεις ὑπογραφόμενα ὑπὸ πάντων τῶν μετασχόντων τῶν συνεδριάσεων μελῶν.

4. Ἡ Διαχ/κὴ Ἐπιτροπὴ διοικεῖ τὸ Ἴδρυμα καὶ ἐνεργεῖ πᾶν ὅτι συντελεῖ εἰς τὴν ἐπιτυχίαν τῶν σκοπῶν του. Διαχειρίζεται τὴν περιουσίαν τοῦ ιδρύματος καὶ τὰ ἐξ αὐτῆς εἰσοδήματα συμφώνως πρὸς τὰ ὑπὸ τῆς συστατικῆς πράξεως ὀριζόμενα τὸν παρόντα ὀργανισμόν καὶ τὰς διατάξεις τοῦ Α.Ν. 2039/39 ὡς οὗτος ἐκάστοτε ἰσχύει. Καταθέτει τὰ μετρητὰ εἰς μίαν τὴν ὑπὸ τοῦ ἁρθροῦ 73 παρ. 1 τοῦ Α.Ν. 2039/39 προβλεπομένων Τραπεζῶν καὶ μετὰ τὴν κάλυψιν τῶν ἀπαιτουμένων δαπανῶν διοικήσεως καὶ λειτουργίας τοῦ ιδρύματος διαθέτει τὰ πρὸς ἐπίτευξιν τῶν σκοπῶν τοῦ ιδρύματος ποσὰ ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι ἐκ τῶν κατατεθειμένων εἰσοδημάτων καὶ τῶν τόκων αὐτῶν ἔχει σχηματισθεῖ ἀποθεματικὸν οὐχὶ ἔλασσον τῶν πεντακοσίων χιλιάδων (500.000) δραχ. δυνάμενον νὰ ἀυξομειωθῇ δι' ἀποφάσεως τῆς Διαχ/κῆς Ἐπιτροπῆς ἐγκρινομένης ὑπὸ τοῦ Ὑπουργοῦ Οἰκονομικῶν.

Καταρτίζει κατ' ἔτος τὸν προϋπολογισμόν, ἀπολογισμόν καὶ ἰσολογισμόν τοῦ ιδρύματος καὶ ὑποβάλλει τούτους ἀρμοδίως πρὸς ἐγκρίσιν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Α.Ν. 2039/39 καὶ ἀποφασίζει ἐπὶ πάσης ἐν γένει δαπάνης.

Ἀποδέχεται ἢ ἀποποιεῖται κληρονομίας, κληροδοσίας καὶ δωρεάς. Ἀποφασίζει περὶ τῆς ἐπωφελεστεράς ἀξιοποιήσεως τῆς περιουσίας τοῦ ιδρύματος διορίζει καὶ ἀνακαλεῖ τοὺς πληρεξουσίου δικηγόρους καὶ προσλαμβάνει τὸ ἀπαραίτητον προσωπικὸν ἐφ' ὅσον ὑφίσταται ἐγγεγραμμένη σχετικὴ πίστωση εἰς τὸν ἀρμοδίως, ἐγκριμένον προϋπολογισμόν.

Ἄρθρον 6.

Καθήκοντα Προέδρου.

1. Ὁ Πρόεδρος ἐκπροσωπεῖ τὸ Ἴδρυμα ἐνώπιον τῶν Δικαστηρίων, πάσης ἀρχῆς καὶ παντὸς τρίτου καὶ δίδει τοὺς ὑπὸ τῶν δικαστηρίων ἐπιβαλλομένους ὄρκους ἢ ἐπάγει τοιοῦτους. Συγκαλεῖ τὴν Διαχ/κὴν ἐπιτροπὴν καὶ διευθύνει τὰς συνδεδειγμένους αὐτῆς, ὑπογράφει ἀντίγραφα τῶν πρακτικῶν, ὡς καὶ πᾶν ἔγγραφον παραστατικὸν ἐσόδου ἢ δαπάνης τοῦ ιδρύματος.

2. Τὸν Πρόεδρον ἀπόντα ἢ κωλύμενον ἀναπληροῖ εἰς τὰ καθήκοντά του ὁ ἀντιπρόεδρος, ἐν κωλύματι δὲ καὶ τούτου ὁ Εἰσαγγελεὺς Πρωτοδικῶν Κεφαλληνίας καὶ κωλυμένου καὶ τούτου ἕτερον μέλος τῆς Διαχ/κῆς Ἐπιτροπῆς ὀριζόμενον ὑπ' αὐτῆς.

Ἄρθρον 7.

Καθήκοντα Γραμματέως.

1. Καθήκοντα γραμματέως ἀνατίθενται ὑπὸ τῆς Διαχ/κῆς Ἐπιτροπῆς εἰς τινὰ τῶν μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς ἢ εἰς ἕτερον πρόσωπον, προσλαμβανόμενον ἐπὶ ἀντιμισθίᾳ.

2. Ὁ Γραμματεὺς τηρεῖ τὸ ἀρχεῖον τοῦ ιδρύματος, διεξάγει τὴν ἀλληλογραφίαν τούτου καὶ συνυπογράφει μετὰ τοῦ Προέδρου τοῦ ιδρύματος τὰ γραμμάτια εἰσπράξεως καὶ τὰ ἐντάλματα πληρωμῆς.

Ἐπίσης συνυπογράφει μετὰ τοῦ Προέδρου τὰ ἐκδιδόμενα ἀντίγραφα πρακτικῶν τῆς Διαχ/κῆς Ἐπιτροπῆς. Ἐπιμελεῖται τῆς συντάξεως τῶν πρακτικῶν τῆς Διαχ/κῆς Ἐπιτροπῆς καὶ συντάσσει καὶ ὑποβάλλει κατὰ τὴν λήξιν ἐκάστου ἔτους καὶ μετ' ἐγκρίσιν τῆς Διαχ/κῆς ἐπιτροπῆς, τὴν ἐκθεσιν τῶν πεπραγμένων εἰς τὰς ἀρμοδίας ἀρχάς. Εἰσπράττει πᾶσαν εἰσφορὰν, συνδρομὴν, δωρεάν, κληροδοσίαν καὶ ἐν γένει πᾶσαν πρόσδοτον τοῦ ιδρύματος ἐπὶ διπλοτύπῳ ἀποδείξει.

Ἐκτελεῖ πᾶσαν πληρωμὴν ἐπὶ τῇ βάσει τῶν προσηκόντων ἐνταλμάτων, τηρεῖ τὰ ἀπαιτούμενα βιβλία περὶ τῆς διαχ/σεως τῆς περιουσίας τοῦ ιδρύματος.

Καταθέτει παρὰ τινι πιστωτικῷ ἰδρύματι ἐκ τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ ἁρθροῦ 73 τοῦ Α.Ν. 2039/39 πᾶν εἰσπραττόμενον ποσόν. Προβαίνει εἰς ἀνάληψιν τῶν καταθέσεων, κατόπιν ἐγγράφου ἐντολῆς τοῦ Προέδρου ἢ τοῦ νομίμου ἀναπληρωτοῦ του. Ἐπιμελεῖται τῆς καταρτίσεως τῶν προϋπ/σμών, ἀπολ/σμών καὶ ἰσολογισμῶν τοῦ ιδρύματος, οὓς καὶ ὑποβάλλει πρὸς τὴν Διαχ/κὴν Ἐπιτροπὴν.

Ἄρθρον 8.

Οἰκονομικὴ Διαχείρισις.

1. Ἡ οἶκον. διαχείρισις τοῦ ιδρύματος ἐνεργεῖται βάσει προϋπ/σμοῦ καὶ ἀπολ/σμοῦ ἐσόδων καὶ ἐξόδων, καταρτιζομένου κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ Α.Ν. 2039/39 καὶ τῶν εἰς ἐκτέλεσιν τούτου ἐκδοθέντων Π.Δ/των.

2. Ἡ διαχ/κὴ περίοδος ἀρχεῖται τὴν 1ην Ἰανουαρίου καὶ λήγει τὴν 31ην Δεκεμβρίου ἐκάστου ἔτους.

3. Δεδομένου ὅτι τὰ ἔσοδα τοῦ ιδρύματος προέρχονται ἐκ τῆς ἐν Ἀθῆναις κειμένης ἀκινήτου περιουσίας του, ἡ Διαχ/κὴ Ἐπιτροπὴ δικαιούται ὥπως, δι' ἀποφάσεώς της, ἀναθέτῃ τὰ τῆς ἐπιμελείας τῆς τοιαύτης περιουσίας εἰς μέλος αὐτῆς ἢ ἕτερον πρόσωπον, εἰδικῶς ἐντελλόμενον πρὸς τοῦτο.

Ἄρθρον 9.

Δικαιολογητὰ ὑποψηφίων ὑποτρόφων.

1. Οἱ ἐπιθυμοῦντες νὰ ἐκλεγῶσιν ὡς υποψήφιοι ὑπότροφοι τοῦ ιδρύματος «Κληρ/μα Ἀναστασίου Γ. Λιβιεράτου», ὑποβάλλουσιν εἰς τὴν Διαχ/κὴν Ἐπιτροπὴν αὐτοῦ πιστοποιητικὸν τοῦ Δημοτικοῦ Σχολείου Ἀγίας Θέκλας ἢ Λυκείου τῆς Κοινότητος Ἀγ. Θέκλας Κεφαλληνίας καὶ εἰς περίπτωσιν μὴ ὑπάρξεως Λυκείου Ἀγίας Θέκλας, τοῦ Λυκείου (οἰουδήποτε Λυκείου τῆς Νήσου Κεφαλληνίας) εἰς τὸ ὁποῖον ἐφοίτησαν, ἐξ οὗ νὰ προκύπτει ὅτι ἀπεφοίτησαν μὲ «ἄριστα» ἢ «λίαν καλῶς».

Ειδικῶς διὰ τοὺς ἀποφοιτήσαντας ἀπὸ τὸ Λύκειον Ἀγ. Θέκλας ἢ εἰς περίπτωσιν μὴ ὑπάρξεως Λυκείου Ἀγ. Θέκλας, τοὺς ἀποφοιτήσαντας ἀπὸ οἰονδήποτε Λύκειον τῆς νήσου Κεφαλληνίας, ἀπαιτεῖται καὶ πιστοποιητικὸν ὅτι εἰσῆλθον εἰς μίαν Ἀνωτέραν ἢ Ἀνωτάτην Σχολὴν καὶ ἐνεγράφησαν εἰς τὸ πρῶτον ἔτος αὐτῆς.

Ἄρθρον 10.

Τρόπος ἐκλογῆς ὑποτρόφων.

1. Ἡ ἐκλογή τῶν ὑποτρόφων ἐνεργεῖται παρὰ τῆς Διαχ/κῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ ιδρύματος κατὰ τὰς διατάξεις τῶν συστατικῶν πράξεων, τοῦ ἄρθρου 108 παρ. 5 τοῦ Α.Ν. 2039/39, ὡς ἐκάστοτε ἰσχύει, καὶ τοῦ ἄρθρου 33 τοῦ ἀπὸ 18/23.8.41 Καν. Δ/τος, προτιμωμένων πάντοτε τῶν ἀριστευσάντων.

2. Ἡ Διαχ/κὴ Ἐπιτροπὴ καλεῖ τοὺς ἐπιθυμοῦντας νὰ τύχωσιν ὑποτροφίας, διὰ προκηρύξεώς της, δημοσιευομένης ἐγκαίρως εἰς τὰς τοπικὰς Ἐφημερίδας καὶ τοιχοκολλουμένης εἰς τὰ Δημοτικὰ καὶ τὸ Λύκειον Ἀγίας Θέκλας καὶ εἰς περίπτωσιν μὴ ὑπάρξεως Λυκείου Ἀγ. Θέκλας, εἰς τὰ Λύκεια τῆς Νήσου Κεφαλληνίας, ἵνα ἐντὸς προθεσμίας τριάκοντα (30) ἡμερῶν ὑποβάλωσιν αὐτῇ σχετικὴν αἰτήσιν, ὀρίζουσα τὸν ἀριθμὸ τῶν ὑποτρόφων καὶ τὸ ποσὸν αὐτῶν.

Συγχρόνως ζητᾷ ἀπὸ τὰ Δημοτικὰ Σχολεῖα Ἀγίας Θέκλας καὶ ἀπὸ τὸ Λύκειο τῆς Κοινότητος Ἀγ. Θέκλας ἢ εἰς περίπτωσιν, μὴ ὑπάρξεως Λυκείου Ἀγ. Θέκλας, ἀπὸ τὰ Λύκεια τῆς Νήσου Κεφαλληνίας, κατὰστασιν τῶν ἀριστευσάντων μαθητῶν, καθὼς ἐπίσης καὶ τῶν διακριθέντων τοιούτων (λίαν καλῶς).

3. Ἄμα τῇ λήξει τῆς πρὸς ὑποβολὴν αἰτήσεων, προθεσμίας, ἡ ἐπιτροπὴ συνέρχεται καὶ ἐλέγχει τὰς ὑποβληθείσας αἰτήσεις καὶ δικ/κὰ καὶ διὰ πράξεώς της, τοιχοκολλουμένης ἐν ἀντιγράφῳ ἐν τῇ ἔδρᾳ αὐτῆς, ἀνακηρύσσει τοὺς ὑποτρόφους.

4. Ἐντὸς δέκα (10) ἡμερῶν ἀπὸ τῆς κατὰ τὴν προηγουμένην παράγραφον τοιχοκολλήσεως, δύνανται οἱ ἐνδιαφερόμενοι νὰ ὑποβάλουν ἔνστασιν κατὰ τῆς ἐκλογῆς. Ἡ ἔνστασις αὕτη ἐγχειρίζεται ἐπὶ ἀποδείξει παραλαβῆς εἰς τὸν Πρόεδρον τῆς Ἐπιτροπῆς.

5. Ἐντὸς πέντε (5) ἡμερῶν ἀπὸ τῆς λήξεως τῆς πρὸς ὑποβολὴν ἐνστάσεων προθεσμίας ἢ πρᾶξις ἀνακηρύξεως τῶν ὑποτρόφων, μετὰ πάντων τῶν οἰκείων δικαιολογητικῶν καὶ στοιχείων, ὡς καὶ αἱ τυχόν ὑποβληθεῖσαι ἐνστάσεις μετὰ τῶν ἐπ' αὐτῶν παρατηρήσεων τῆς ἐπιτροπῆς ὑποβάλλονται εἰς τὸ Ὑπουργεῖον Ἐθνικῆς Παιδείας καὶ Ὁρθοπευμάτων, ὅπερ διαβιβάζει ταῦτα μετὰ τῶν παρατηρήσεων του εἰς τὸ Ὑπ. Οἰκονομικῶν, τὸ ὁποῖον, μετὰ ἀπὸ γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου Ἐθνικῶν Κληρ/των, ἐγκρίνει ἢ ἀπορρίπτει τὸ πρακτικὸν τῆς Διαχ/κῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ ιδρύματος ἢ τροποποιεῖ αὐτὸ ἀναλόγως.

6. Μετὰ τὴν δημοσίευσιν εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως τῆς κοινῆς ἀποφάσεως τῶν Ὑπουργῶν Οἰκονομικῶν καὶ Ἐθνικῆς Παιδείας καὶ Ὁρθοπευμάτων, περὶ διορισμοῦ τῶν ὑποτρόφων καὶ τὴν ἀνακοίνωσιν ταύτης

ὑπὸ τῆς Διαχ/κῆς Ἐπιτροπῆς, καλοῦνται οἱ ὑπότροφοι διὰ τὴν ὑπογραφὴν τῆς κατὰ νόμον συμβάσεως ὑποτροφίας, ἢ δὲ καταβολὴ τῆς ὑποτροφίας ἀρχεται ἀπὸ τῆς χρονολογίας, ἣν φέρει τὸ ἔγγραφο τοῦ διορισμοῦ των, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 55 παρ. 2 τοῦ Α.Ν. 2039/39.

7. Ἡ ὑποτροφία θὰ ἀφορᾷ, διὰ μὲν τοὺς ἀποφοιτήσαντας ἀπὸ τὸ Δημοτικὸν Σχολεῖον τὰ ἔτη τῆς κανονικῆς των φοιτήσεως εἰς τὸ Γυμνάσιον Ἀγίας Θέκλας καὶ τὸ Λύκειον Ἀγ. Θέκλας, εἰς οἰονδήποτε Λύκειον τῆς νήσου Κεφαλληνίας, διὰ δὲ τοὺς ἀποφοιτήσαντας ἀπὸ τὸ Λύκειον, τὰ ἔτη μέχρι τῆς κανονικῆς λήξεως τῶν σπουδῶν εἰς τὴν Σχολὴν εἰς ἣν θὰ ἔχουσιν εἰσαχθεῖ.

8. Ὡς πρὸς τὸ ποσὸν τῆς ὑποτροφίας καὶ τὸν ἀριθμὸν τῶν ὑποτρόφων θὰ ἀποφαίνεται ἡ Διαχ/κὴ Ἐπιτροπὴ, λαμβάνουσα ὑπ' ὄψιν της τὰ εἰς ρευστὸν διαθέσιμα τοῦ ιδρύματος. Ἐπίσης ἡ Διαχ/κὴ Ἐπιτροπὴ θὰ ἐλέγχει τὴν ἐπίδοσιν τῶν διορισθέντων ὑποτρόφων διὰ τὴν, ἀπὸ ἔτος εἰς ἔτος, προαγωγὴν των.

Ἄρθρον 11.

Βιβλία καὶ στοιχεῖα.

1. Ὑπὸ τοῦ ιδρύματος τηροῦνται τὰ κάτωθι βιβλία καὶ στοιχεῖα :

α) Βιβλίον εἰσερχομένων καὶ ἐξερχομένων ἐγγράφων (πρωτόκολλον).

β) Βιβλίον πρακτικῶν συνεδριάσεων τῆς Διαχ/κῆς Ἐπιτροπῆς.

γ) Βιβλίον λογιστικῆς παρακολουθήσεως, ἐν ᾧ καταχωρίζονται ἀνελλιπῶς καὶ κατὰ χρονολογικὴν σειρὰν, μετὰ τῆς δεούσης λογιστικῆς τάξεως, τὰ κατὰ τὴν διαχείρισιν ἐκάστου ἔτους πραγματοποιούμενα ἔσοδα καὶ ἔξοδα.

δ) Μητρώον ὑποτρόφων, ἐν ᾧ καταχωρίζονται, κατ' ἰδίαν μερίδα ἕκαστος, οἱ ὑπότροφοι τοῦ ιδρύματος, μετὰ συνοπτικῶν στοιχείων ταυτότητος καὶ προόδου.

ε) Στελέχη διπλοτύπων εἰσπράξεων καὶ ἐνταλμάτων πληρωμῆς, ἡριθμημένα κατ' αὐξοῦντα ἀριθ. καὶ θεωρημένα παρὰ τοῦ Προέδρου τοῦ ιδρύματος.

2. Ἡ Διαχ/κὴ Ἐπιτροπὴ δικαιούται, διὰ πράξεώς της, ν' ἀποφασίσῃ τὴν τήρησιν καὶ ἐτέρων βιβλίων ἢ στοιχείων, πλεόν τῶν ἀνωτέρω.

Ἄρθρον 12.

Ἐποπτεία καὶ Ἐλεγχος.

Τὸ ἴδρυμα ὑπόκειται εἰς τὴν ἐν γένει ἐποπτεῖαν καὶ ἐλεγχον τῶν Ὑπουργείων Οἰκονομικῶν καὶ Ἐθνικῆς Παιδείας καὶ Ὁρθοπευμάτων, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Α.Ν. 2039/39, ὡς οὗτος ἰσχύει.

Ἄρθρον 13.

Τροποποιήσις ὀργανισμοῦ.

Ὁ παρὼν ὀργανισμὸς δύναται νὰ τροποποιηθῇ ἢ συμπληρωθῇ διὰ Π.Δ/τος μετὰ πρότασιν τῆς Διαχ/κῆς Ἐπιτροπῆς, ἀποφαινομένης κατὰ πλειοψηφίαν τῶν μελῶν αὐτῆς, συμφώνως πρὸς τὰ ἄρθρ. 110 καὶ 119 τοῦ Α.Κ., τηρουμένης τῆς διαδικασίας τοῦ ἄρθρου 98 τοῦ Α.Ν. 2039/39.